Environnement ou emploi ? Cette question lancinante traverse nombre de combats sociaux et écologistes. C'est là une victoire du Capital que d'être parvenu à imposer le débat en ces termes. Le rappel de certaines luttes sociales et d'organisations de travailleurs montre pourtant qu'il n'en a pas toujours été ainsi. Au début des années 1970 aux Etats-Unis, les Miners For Democracy *font la démonstration qu'une approche écologiste de leur travail et de leur place dans le système de production d'énergie est possible. Ils posent ainsi des questions essentielles quant à l'organisation des travailleurs, la démocratie en leur sein, et leur position vis-à-vis du reste de la société.*

En matière d'environnement, le mouvement ouvrier est souvent décrit comme désespérément réactionnaire. Pourtant, des syndicats démocratiques peuvent lutter à la fois pour l'emploi et pour la planète.

Le débat sur l'antagonisme entre « emploi et environnement » est fréquemment perçu comme le clivage fondamental entre le mouvement ouvrier et les écologistes, cette opposition s'exprimant encore récemment dans la mobilisation contre le pipeline Keystone XL[1]. Malgré les sinistres alertes lancées par les scientifiques[2] quant à l'impact environnemental potentiellement désastreux, le projet a été soutenu par l'AFL-CIO[3], justifiant sa décision au nom de « la création d'emplois ». Son estimation varie dans un éventail de 5.000 à 9.000 postes temporaires – un chiffre dérisoire en comparaison des 794.000 chômeurs dans le secteur de la construction aux États-Unis[4] – et seulement 35 emplois permanents[5].

À ce régime, les militants écologistes pourraient en venir à se demander s'il existe une seule forme de dégradation environnementale que les syndicats ne soutiendraient pas au nom de la stabilisation d'une poignée d'emplois dans la construction.

Dans un texte récent, Jeremy Brecher insistait judicieusement sur le besoin « d'avancer vers un programme commun et une analyse commune[6] » aux mouvements syndicaux et écologistes. Pour cela, nous aurons besoin de briser la fausse opposition entre « emploi et environnement », générée par le capital pour voiler le fait que l'exploitation des travailleurs et la dégradation de l'environnement se renforcent réciproquement.

Il est important d'identifier l'origine commune de l'exploitation du travail et des dégradations écologiques, car cela nous indique quelles voies suivre. En effet, ce sont les travailleurs qui sont en capacité d'interrompre l'offensive contre la planète.

Les salariés de l'énergie – ceux qui percent, qui extraient et qui fracturent (et, dans des proportions beaucoup plus modestes, construisent et installent des technologies solaires, éoliennes et géothermiques) – occupent une position très particulière. Ils sont à la fois en position de pouvoir et dans une situation de vulnérabilité, à la croisée des dynamiques capitalistes de destruction écologique et d'exploitation humaine.

Une position de pouvoir d'abord, car l'énergie est ce qui permet de mettre en mouvement l'ensemble du système économique. La moindre initiative des travailleurs de la production énergétique se répercute rapidement sur tous les secteurs de l'économie. Leur position est néanmoins vulnérable, parce que leur pouvoir d'influer sur une mutation radicale de la production énergétique peut simultanément menacer leurs moyens de subsistance.

Constater le pouvoir dont disposent les travailleurs de l'énergie pour interrompre notre

course vers le point de basculement est une chose. Mais, avec des directions syndicales qui semblent prêtes à risquer l'avenir de nos espèces pour un léger soulagement des chiffres du chômage, c'est une tâche bien plus ardue de commencer à agir pour aller vers ce dont nous avons besoin, c'est à dire un mouvement syndical combatif, volontaire, capable de revendiquer et de gagner notre droit de vivre sur cette planète.

Pourtant, nous disposons d'un exemple historique qui n'est pas si lointain et qui peut nous fournir des leçons concrètes. Pendant les années 1960 et 1970, les mineurs de charbon des Appalaches ont articulé la lutte pour des syndicats démocratiques, pour la sécurité au travail, et le combat contre le « désordre environnemental », à travers le comité des *Miners For Democracy* (MFD). Le MFD prit la direction de la fédération[7], suite à un raz-de-marée lors de l'élection de 1972.

La mémoire du MFD oublie pourtant ses positions fortes en matière environnementale. La représentation populaire du MFD (et du tristement célèbre leader syndical qu'ils réussirent à évincer, Tony Boyle) a été fixée par le documentaire de Barbara Kopple, *Harlan County, USA*[8].

Dans ce film, le MFD est montré au cours de sa campagne « Dégagez-le ! », organisée contre Tony Boyle. Après avoir piétiné la démocratie syndicale et ignoré la révolte croissante en matière de sécurité dans les exploitations minières, l'administration de Boyle avait falsifié l'élection de 1969 avant de faire assassiner le candidat d'opposition, Jock Yablonski.

Néanmoins, l'effort pour évincer Boyle dépassait les inquiétudes en matière de corruption. Dès le début de la campagne de Yablonski en 1969, puis plus encore avec l'émergence de la campagne du MFD en 1972, les mineurs à la base affirmaient que le UMWA devait « devenir la force la plus progressiste de la région », en défendant non seulement les travailleurs, mais aussi plus largement les communautés dans lesquelles ils vivaient et la planète dans son ensemble.

La campagne de Yablonski intervint au moment où les exploitations minières voyaient éclore une révolte sur les problèmes de sécurité au travail. En 1969, plus de 60.000 mineurs – soit plus d'un tiers des effectifs miniers – participèrent à des grèves sauvages, revendiquant des conditions de travail plus sûres et une protection contre l'anthracose, une maladie respiratoire mortelle (entièrement évitable) provoquée par l'inhalation de poussières de charbon. Cette année-là, 70.000 mineurs ont défilé dans la capitale de Virginie de l'Ouest pour exiger une loi sur l'anthracose.

Yablonski saisit l'opportunité de lier les luttes pour la sécurité et la santé des mineurs avec la mobilisation contre la destruction écologique qui affligeait les communautés minières hors du lieu de travail. En effet, l'extraction à ciel ouvert ravageait la campagne, la poussière de charbon noircissait les murs des maisons et empoisonnait l'eau et les aliments. Au lieu de circonscrire la révolte des mineurs à l'intérieur du lieu de travail, il prononça ce que le député Ken Hechler (Virginie de l'Ouest) qualifia ensuite de « véritable Grande Charte des mineurs de charbon d'Amérique » : « Tous les syndicats devraient avoir une vision de leur avenir », déclara Jock Yablonski lorsqu'il annonça sa candidature à la présidence du syndicat. « Quelle est l'utilité d'un syndicat qui obtient la réduction des poussières de charbon dans les mines, si c'est pour ensuite laisser les mineurs et leurs familles respirer un air vicié, boire une eau polluée, ou manger des aliments contaminés ? ».

Bien qu'à peine sept mois s'écoulèrent entre la déclaration de candidature de Jablonski et le meurtre brutal de sa famille à son domicile de Clarcksville par les hommes de main de Boyle, sa campagne posa les fondements pour la prochaine étape de la lutte : les *Miners for Democracy*. Le MFD se développa à partir des thèmes de campagne de Yablonski, en affirmant que si le charbon ne pouvait pas être extrait de manière propre et sécurisée, il ne serait tout simplement plus extrait.

Mike Trbovich, le candidat du MFD à la vice-présidence insista sur ce que pouvait signifier la mise à exécution de cette menace : « par-delà les questions qui relèvent strictement du syndicalisme de services, nous prévoyons de renforcer la responsabilité du syndicat dans la région où nos membres sont contraints de vivre. Notre pouvoir rivalise avec celui des compagnies minières, et nous avons l'intention de l'utiliser ».

Le MFD soulignait que la protection des emplois n'était pas contradictoire avec la protection de l'environnement. Le comité proposa que chaque mineur déplacé suite à une interdiction d'extraction à ciel ouvert, ou suite au renforcement de lois antipollution, puisse obtenir un autre emploi (dans un secteur syndiqué) afin de travailler à la réhabilitation de terres qui avaient été dévastées par les entreprises minières, ou pour construire dans leurs États de résidence les infrastructures qui avaient été délaissées par les projets de développement fédéraux ou provinciaux.

Le MFD déplaça les termes du débat. Au lieu d'évoquer un choix entre emploi et environnement, il se prononçait selon un autre ordre de priorités : le peuple et la terre avant le profit.

Dans le fond, le MFD expliquait que l'investissement dans l'environnement était la meilleure option pour protéger les emplois. Après tout, l'appât du gain dans l'industrie charbonnière avait conduit la moitié des mineurs américains à perdre leur travail et exacerbé l'écrasante pauvreté dans le centre des Appalaches. Les mineurs comprenaient que lorsque les entreprises minières et leurs collaborateurs péroraient sur la protection des emplois, c'était un pur mensonge pour appuyer leurs plaidoyers en faveur d'une extraction prédatrice de l'environnement. A contrario, l'adoption des lois revendiquées par le MFD en vue de la réhabilitation des terres – en contraignant les entreprises à réparer les dommages des sites d'extraction à ciel ouvert – pouvait conduire à créer des milliers de nouveaux emplois syndiqués.

Le MFD était aussi opposé à la création de nouveaux emplois qui provoqueraient une pollution de l'environnement ou créeraient un danger pour les riverains. Alors que le MFD préparait sa campagne contre Boyle, le gouvernement orientait la plupart des fonds pour la recherche dans des procédés de gazéification intense – une technique permettant de transformer le charbon en essence.

Les mineurs syndiqués, à la base, menèrent leurs propres recherches et conclurent : « La gazéification intense est très sale. Elle utilise d'immenses quantités d'eau. La seule raison pour laquelle la construction de ces usines est envisagée dans l'Ouest réside dans le fait que les citoyens ne peuvent pas se protéger contre ces risques… Arnold [Miller, le candidat du MFD à la présidence] doit combattre la gazéification intense, même si cela génère de l'emploi, parce que c'est une source de pollution ».

Le MFD s'opposa à l'État concernant l'extraction à ciel ouvert, au cours de la campagne électorale [dans la fédération syndicale] de 1972. Le candidat à la présidence, Arnold Miller, déclara : « des lois fortes pour la réhabilitation [des terres dégradées] sont essentielles et

nous devons insister pour qu'elles soient renforcées. Si l'État ne le fait pas, le syndicat les mettra lui-même en application ». Certains mineurs s'aventurèrent même plus loin, appelant à une interdiction nationale de l'extraction à ciel ouvert.

L'approche écologiste portée par les mineurs dans cette période fut aussi éphémère que le mouvement de démocratisation syndicale, qui prit le contrôle de la fédération en 1972. Peu après avoir remporté l'élection, l'organisation formelle du MFD prononça sa dissolution. L'activité des militants à la base se poursuivit, mais sans disposer d'un réseau national, ni de l'approche commune qui avait caractérisée la période de 1969 à 1972.

Bien que les mineurs continuaient à lutter contre l'énergie atomique, envoyant des groupes de mineurs syndiqués dans les manifestations antinucléaires jusqu'en 1981, la vision environnementale globale s'était essoufflée à la fin de la décennie 1970. En parallèle au déclin de cet écologisme s'exprima une insatisfaction rampante quant à l'action de Miller et de son administration dans les négociations contractuelles. Toutefois, ce mécontentent ne s'explique pas par un désaccord sur la stratégie du MFD quant aux potentialités de lier la lutte pour des emplois viables et les luttes pour un futur soutenable et sain. Pourquoi alors les *Miners for Democracy* échouèrent ?

Le syndicat des mineurs s'est radicalisé pendant les années 1960, aux côtés des révoltes et mouvements sociaux que la décennie a vu émerger : l'opposition à la guerre du Vietnam, le mouvement des droits civiques et le Black Power, le mouvement de libération des femmes, les mouvements de libération gay et lesbien (un petit bulletin publié dans le Sud de l'Illinois en 1969 appelait les mineurs à « *come out wherever you are*[9] ! »). Cependant, il était aussi vivement préoccupé par les lourdes transformations structurelles alors en cours dans le secteur de la production énergétique. Au cours des dix années pendant lesquelles la révolte gronda au sein de l'UMW, l'industrie énergétique était en train de se réorganiser. Au début de la décennie 1970, le conglomérat de l'énergie tel que nous le connaissons aujourd'hui s'est formé, ce qui a profondément transformé la relation entre les mineurs de charbon et leurs employeurs. Les grèves des mineurs devinrent moins efficaces au fur et à mesure que les compagnies pétrolières rachetaient les entreprises charbonnières, précédemment possédées par des indépendants ou par des entreprises sidérurgiques. Venir à bout de Shell était nettement plus difficile que de faire plier une entreprise locale, ou même des firmes comme Bethlehem Steel. Non seulement la compagnie était plus grande et disposait d'une plus vaste réserve d'argent et de ressources, mais les compagnies de l'énergie investissaient aussi dans de multiples sources de combustibles : charbon, pétrole, gaz naturel, uranium. Elles pouvaient ainsi dresser les travailleurs de chaque secteur, en charge de l'extraction de ressources différentes, les uns contre les autres.

La concentration fit basculer le rapport de forces en faveur du capital. Le fait que les mineurs ont continué à mener des grèves victorieuses jusqu'au conflit de Pittston en 1989-90 (au cours duquel, ironie de l'histoire, l'actuel président de l'AFL-CIO Richard Trumka attira pour la première fois l'attention nationale) est un fort témoignage de la puissante solidarité et de la longue tradition de militantisme à la base au sein de l'UMW. Malgré tout, sans un syndicat apte à intervenir dans l'ensemble de l'industrie énergétique, remporter des victoires devint nettement plus difficile.

Les mineurs étaient conscients des changements qui se déroulaient autour d'eux, d'autant plus qu'ils étaient potentiellement suffisamment puissants pour influer sur le produit de la restructuration des industries énergétiques. Un noyau de militants souligna cette capacité. Dans *Miner's Voice*, un journal militant publié à la base par des membres de *Miners For Democracy*, un éditorial de 1970 intitulé « Les travailleurs de l'énergie doivent

s’organiser ! » expliquait ainsi :

« quand il devient clair, comme c’est le cas dans l’esprit des entreprises, que vous extrayez de l’énergie et non du charbon, tout comme les travailleurs du pétrole forent de l’énergie, et que l’ensemble d’entre vous travaille pour les mêmes personnes qui possèdent et contrôlent toutes ces entreprises, alors il est grand temps de se demander ce que la direction syndicale compte faire pour réunir tous les travailleurs de l’énergie et disposer d’un pouvoir de négociation suffisant pour obtenir de meilleur contrats face aux entreprises… et prendre en main nos propres affaires ».

Selon les auteurs, les entreprises avaient un objectif clair lorsqu’elles prétendaient que les différentes sources de carburant étaient également compétitives : elles pouvaient ainsi maintenir la séparation entre les travailleurs du pétrole et les syndicats de mineurs, tout en s’assurant que les salariés du gaz naturel resteraient extérieurs à ces deux groupes. Plutôt que d’organiser les salariés de l’énergie tous ensemble, la direction syndicale collaborait avec ces entreprises – et jetait les salariés dans un bolide qui les conduisait droit dans le mur.

En définitive, les groupes de mineurs qui aspiraient à la fondation d’une fédération syndicale unique pour réunir les travailleurs de l’énergie – ou même un nouveau syndicat pour représenter tous les salariés de l’énergie – ne parvinrent pas à transformer leur organisation en ce sens. Cet échec contribua à accélérer le déclin du MFD et, dans le même mouvement, l’approche écologiste radicale qu’ils avaient élaborée.

L’espace politique ouvert grâce à l’extraordinaire force de l’auto-organisation parmi les syndicalistes à la base avait permis de vastes débats et une agitation sur des questions telles que la défense de l’environnement. Lorsqu’il devint plus difficile pour les salariés de partir à l’offensive, dans un contexte où les conglomérats de l’énergie renforçaient leurs pouvoirs, les mineurs se retrouvèrent à livrer une bataille extrêmement ardue qui ne leur laissait plus beaucoup de place pour défendre autre chose que leur survie.

Les *United Mine Workers* firent face au déclin qui accompagna l’essor du conservatisme, bien qu’ils furent parmi les derniers travailleurs à s’y résigner. Aujourd’hui, les mineurs sont décrits par des écologistes comme arriérés, réactionnaires et partie prenante du problème, plutôt que d’apparaître comme l’avant-garde d’un mouvement de protection de la terre[10].

Malgré les nombreux débats sur l’échec des principaux mouvements environnementalistes, peu d’analyses ont porté sur le rôle que pourraient jouer les travailleurs de l’énergie pour contribuer à forger un avenir soutenable. Il est possible que l’inflexion des syndicats de l’énergie vers la droite, ainsi que leur répression par les entreprises, laissent à penser que la radicalité serait devenue improbable et que la défaite apparaisse comme une perspective inévitable.

Pourtant, des échos de la stratégie du MFD commencent à se faire entendre de nouveau. Au Canada, le syndicat UNIFOR représente les travailleurs de plusieurs secteurs des industries énergétiques. Il a émis un appel en faveur d’un moratoire national sur la fracturation[11] et affirme que les syndicats doivent élaborer une approche qui intègre une préoccupation pour la santé des communautés dans lesquelles ses membres travaillent et vivent.

Parmi ceux qui considèrent les salariés comme une partie du problème, nombreux sont ceux qui oublient que les travailleurs sont ceux qui souffrent le plus de la destruction

infligée par leur travail. La concentration de la production énergétique dans des lieux où peu d'autres opportunités d'emplois existent signifie que ces travailleurs acceptent souvent des emplois qui causent des dommages écologiques auxquels ils s'opposent. Lorsqu'elles protestèrent contre la dévastation des montagnes par l'extraction à ciel ouvert, les femmes qui occupèrent ces mines en 1972 rapportent que les « mineurs se sont solidarisés avec la manifestation. Ces hommes disaient qu'ils ne participeraient pas à l'extraction à ciel ouvert si d'autres emplois étaient accessibles ».

Pour des fractions significatives du mouvement écologiste, il devient clair que le destin des luttes environnementales est étroitement lié aux luttes de libération humaine, en particulier celles de la classe ouvrière. Cette imbrication est bien illustrée par l'histoire du MFD.

Ce n'est pas une coïncidence si l'essor d'une conscience écologiste parmi les mineurs de charbon fut intimement lié à la démocratisation du mouvement syndical. Pour ouvrir un espace de débat aux travailleurs de l'énergie sur les moyens de faire face à la destruction écologique et pour forger le type de pouvoir qui sera nécessaire pour affronter les géants de l'énergie, il est nécessaire de défendre des formes d'organisation syndicales démocratiques et contrôlées par la base.

La transformation du système de production constitue le cœur de cette lutte, dont l'issue sera déterminante pour le peuple et la planète. Les travailleurs de ces industries ne doivent pas être vus comme une partie du problème, mais comme une partie de la solution.

Traduction de Renaud Bécot.

Titre original : « Rank-and-File Environmentalism »

Publié le 11 juin 2014

Source originale : Jacobin Magazine.

---

[1] Keystone XL est un projet de pipeline qui traverserait les États-Unis pour acheminer les pétroles non conventionnels extraits au Canada. Ce projet favoriserait l'intensification de l'exploitation des sables bitumineux canadiens. (NdT)

[2] http://www.reuters.com/article/2011/08/29/idUS257590805720110829

[3] http://inthesetimes.com/article/16221/angering_environmentalists_afl_cio_pushes_fossil_fuel_investme

[4] http://www.bls.gov/news.release/empsit.t14.htm

[5] http://www.forbes.com/sites/energysource/2013/05/10/pipe-dreams-how-many-jobs-will-be-created-by-keystone-xl/

[6] http://www.thenation.com/article/179452/jobs-vs-environment-how-counter-divisive-big-lie

[7] La fédération désigne l'*United Mine Workers of America* (UMWA). Elle rassemble des salariés des mines, notamment de charbon, mais les salariés des autres industries de l'énergie (pétrole, nucléaire, etc.) ne sont pas membres de cette fédération. L'UMWA est affiliée à la structure interprofessionnelle de l'AFL-CIO (NdT).

[8] http://www.criterion.com/films/777-harlan-county-usa ; sorti en 1976 (NdT).

[9] Ce slogan utilise la polysémie de l'expression « Come out » : ici, ce mot renvoie à la fois à l'idée de « faire un outing » et à celle de « partir en grève » (NdT).

[10] voir ici et là

[11] Voir la version française de cette résolution

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.